



**ACCORD-CADRE DE SERVICES**  
**Procédure : Appel d'offres ouvert**

**Objet de l'accord-cadre :**

**Enlèvement, transport et traitement des déchets issus des laboratoires du CNRS - Délégation  
Provence et Corse**

**Pouvoir Adjudicateur**

CNRS  
31, chemin Joseph Aiguier  
CS 70071  
13402 Marseille Cedex 09

**Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur**

Le Président-directeur général du CNRS, Antoine PETIT représenté par le délégué régional Provence et Corse,  
Jérôme VITRE

**Comptable assignataire des paiements**

Madame l'agent comptable secondaire du CNRS

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**N° CNRS/2025/018 du 18/04/2025**

Accord-cadre passé en application du Code de la Commande Publique et du Cahier des Clauses  
Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de fournitures courantes et de services  
(CCAG/FCS)

Consultation passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles  
R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire en application des articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6 du  
Code de la Commande Publique

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 : PROCEDURE - FORME .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 : DUREE DE L'ACCORD – DEMARRAGE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 : LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET CONDITIONS D'ACCES AUX LOCAUX .....</b>	<b>4</b>
5.1. Lieux d'exécution des prestations .....	4
5.2. Conditions d'accès aux locaux .....	4
5.3. Développement durable .....	5
5.4. Modification de l'accord-cadre en cours d'exécution .....	5
<b>ARTICLE 6 : ETENDUE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>6</b>
6.1 Nature des prestations à réaliser .....	6
6.2 Modalités d'interventions des prestations - Délais – Livrables.....	6
<b>ARTICLE 7 : OBLIGATION GENERALE DU TITULAIRE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 8 : VERIFICATION ET VALIDATION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>7</b>
8.1 Généralités.....	7
8.2 Modalités de vérification : .....	7
<b>ARTICLE 9 : PRIX - PASSATION DES BONS DE COMMANDE.....</b>	<b>7</b>
9.1 Forme et contenu des prix.....	8
9.2 Nature des prix : .....	8
9.3 Clause de sauvegarde :.....	8
9.4 Modalités de passation des bons de commande.....	8
9.4.1 Émission des bons de commande .....	8
9.4.2. Exécution des bons de commande .....	9
<b>ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT .....</b>	<b>9</b>
10.1 Facturation .....	9
10.2 Intérêts moratoires.....	11
10.3 Avance.....	12
<b>ARTICLE 11 : PÉNALITÉS ET EXÉCUTION PAR UN TIERS .....</b>	<b>12</b>
11.1 Pénalités .....	12
11.2 Exécution de prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire défaillant.....	13
<b>ARTICLE 12 : DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 13 : UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 14 : ASSURANCE .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 15 : RESILIATION .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITE et REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>14</b>
16. 1. CONFIDENTIALITE.....	14
16. 2. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	14
<b>ARTICLE 17 : CESSION – NANTISSEMENT .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 18 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 19 : DEROGATION.....</b>	<b>15</b>

## **PREAMBULE**

L'accord-cadre est passé en application du Code de la commande publique (CCP) publié le 05/12/2018 au JORF.

### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre a pour objet l'enlèvement, transport et traitement des déchets issus des laboratoires du CNRS - Délégation Provence et Corse (DR12).

La prestation est allotie, elle est divisée en trois lots comme suit :

- Lot 1 : Déchets chimiques et déchets toxiques en quantité dispersées (DTQD), déchets industriels dangereux (DID) ;
- Lot 2 : Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux et assimilés (DASRI) ;
- Lot 3 : Déchets de litières non contaminées d'élevage d'animaux de laboratoire, déchets de rejet de dégrillage provenant d'installations de traitement des eaux usées issues d'élevage d'animaux.

L'accord-cadre est conclu pour des prestations correspondant à l'enlèvement, le transport, le traitement et l'élimination des déchets générés par les laboratoires de recherche du CNRS de la Délégation Provence et Corse (DR12) sous forme de bons de commande par site sur la base d'un bordereau de prix unitaires (BPU).

Le Titulaire est engagé par une obligation de résultat et met en œuvre les moyens qu'il estime nécessaire en personnel qualifié et en matériel pour atteindre le résultat contractuel :

- Garantir la continuité de service ;
- Garantir la fourniture de conteneurs adaptés, agréés et étiquetés ;
- Garantir l'élimination de chaque type de déchets dans la filière appropriée par des centres agréés ;
- Garantir le suivi administratif et technique des opérations de collecte, d'enlèvement, de transport, de traitement et d'élimination/valorisation des déchets.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières N°CNRS/2025/018 du 18/04/2025 définit les conditions et les modalités d'exécution des prestations.

Les spécifications techniques sont définies dans le CCTP n° CNRS/2025/018 du 18/04/2025.

### **ARTICLE 2 : PROCEDURE - FORME**

La consultation est passée selon :

☒ Une procédure d'**appel d'offres ouvert** en application des dispositions des articles R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

#### **2.2 Forme de l'accord-cadre**

☒ **Accord-cadre mono attributaire exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.** En application des dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

### **LES CARACTERISTIQUES DES SEUILS DE L'ACCORD-CADRE SONT INDIQUEES CI-DESSOUS :**

- sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel HT de : 30 000€ pour le lot n°1,
- sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel HT de : 50 000€ pour le lot n°2,
- sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel HT de : 20 000€ pour le lot n°3

L'accord-cadre s'exécute par émission de bons de commande selon les besoins à satisfaire pendant la durée de l'accord-cadre.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les accords-cadres à bons de commande se caractérisent par l'incertitude affectant la nature et l'importance des prestations à exécuter et le rythme d'émission des bons de commande, en raison de l'incertitude qui porte sur l'évaluation quantitative et le rythme du besoin global à satisfaire.

## **ARTICLE 3 : DUREE DE L'ACCORD – DEMARRAGE DES PRESTATIONS**

### **Durée**

☒ Il s'agit d'un **accord-cadre reconductible**.

L'accord-cadre prend effet le 1<sup>er</sup> jour du mois suivant sa date de notification.

A titre d'information non contractuelle, l'accord-cadre prendra effet le **1<sup>er</sup> juillet 2025** pour une période initiale de 12 mois ferme.

Il pourra ensuite être reconduit trois (3) fois pour une **période de 12 mois par tacite reconduction** sans que sa durée totale n'excède **48 mois**.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, il informe le titulaire de sa décision au plus tard **2 mois** avant la fin de validité de l'accord-cadre par lettre recommandée avec accusé réception.

La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre droit au profit de son titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité de l'accord-cadre en cours.

Le titulaire du contrat ne peut refuser sa reconduction sauf stipulation contraire prévue dans le présent accord-cadre.

## **ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents contractuels régissant l'accord-cadre sont énumérés par ordre décroissant d'importance conformément à l'article 4.1 du C.C.A.G./F.C.S et selon l'ordre de citation ci-dessous :

- 1 - L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1 « BPU » ; ses annexes 2.1, 2.2 et 2.3 « cadre de mémoire technique » pour chaque lot dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- 2 - Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) N° CNRS/2025/018 du 18/04/2025 ;
- 3 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux sites N° CNRS/2025/018 du 18/04/2025 et ses annexes ;
- 4 - le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux accord-cadres publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS), NOR : ECEM0816423A disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- 5 - Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications postérieures à la notification de l'accord-cadre ;
- 6 - L'offre technique et financière du titulaire.

Toute clause, portée dans la proposition du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

Le présent accord-cadre exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

## **ARTICLE 5 : LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET CONDITIONS D'ACCES AUX LOCAUX**

### **5.1. Lieux d'exécution des prestations**

Les prestations s'exécutent sur les différents sites de la Délégation Provence et Corse du CNRS, suivant l'annexe 1 « Liste des laboratoires producteurs » jointe au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **5.2. Conditions d'accès aux locaux**

Se référer :

- aux articles 3.3.3 « Plage horaire des collectes » et 3.3.4 « Prescriptions particulières » pour le lot n° 1 ;
  - aux articles 4.3.3 « Plage horaire des collectes » et 4.3.4 « Prescriptions particulières » pour le lot n° 2,
  - aux articles 5.3.3 « Plage horaire des collectes » et 5.3.4 « Prescriptions particulières » pour le lot n° 3
- et plus particulièrement au protocole de sécurité pour les opérations de chargement et de déchargement du **CCTP**.

### **5.3. Développement durable**

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'Accord-cadre, sur simple demande du Bénéficiaire.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution de l'accord-cadre, les éventuelles modifications, demandées par le Bénéficiaire, afin de se conformer aux nouvelles règles, donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties, en application de l'article 7 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre de l'accord-cadre, notamment sur les points suivants :

- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution de l'accord-cadre.
- la politique d'entreprise « transport » mise en œuvre pour les salariés

### **5.4. Modification de l'accord-cadre en cours d'exécution**

Les modifications autorisées dans le cadre de l'accord-cadre sont celles prévues aux articles R2194-2 à R2194-9 du code de la commande publique.

Ces modifications entraînent la conclusion d'un avenant.

- En cas de modifications, de l'organisation des prestations, de l'évolution du périmètre d'intervention ou de volumétrie liée au périmètre (à la hausse comme à la baisse), celles-ci feront l'objet d'un avenant conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique.
- Des modifications contractuelles mineures peuvent survenir sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant dès lors qu'elles n'entraînent pas de modifications de prix et de délais et qu'elles ne modifient pas les conditions d'exécution de l'accord-cadre.

Toutefois, ces modifications mineures doivent être préalablement approuvées par les deux parties à l'accord-cadre sous la forme d'un accord écrit. Ces modifications ne doivent ni changer l'objet de l'accord-cadre, ni modifier substantiellement les caractéristiques contractuelles.

Toute modification affectant le Titulaire est portée impérativement à la connaissance du CNRS par courriel. Le Titulaire y joint, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB/IBAN, etc.).

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification relative aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire ;
- Modification relative à la dénomination ou raison sociale du Titulaire ;
- Modification affectant le capital social du Titulaire, sa vie sociale ou l'identité de ses actionnaires (par exemple, la mise en redressement judiciaire d'un des actionnaires) et n'emportant pas cession de l'accord-cadre ;
- Modification relative à l'adresse que le Titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modifications relatives aux coordonnées bancaires du Titulaire.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être portées à la connaissance du CNRS par écrit. Ces modifications peuvent entraîner le changement de numérotation de l'accord-cadre par le CNRS et la transmission de ce nouveau numéro au Titulaire.

- Les situations entraînant une cession de l'accord-cadre et les conditions de son acceptation

Le Titulaire doit informer le CNRS par écrit, dans les plus brefs délais, de tout projet de fusion ou scission dont il fait l'objet et de tout projet de cession de l'accord-cadre.

Il doit produire les documents et renseignements utiles concernant les changements qu'entraînent ces opérations.

Par cession de l'accord-cadre, on entend tout remplacement du Titulaire par un tiers au contrat, en cours d'exécution.

Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du Titulaire.

La cession de l'accord-cadre doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant de l'accord-cadre initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels de l'accord-cadre tels que durée, prix, nature des prestations.

En outre, le Titulaire doit informer sans délai le CNRS de toute modification affectant son capital social, sa vie sociale ou l'identité de ses actionnaires (par exemple, la mise en redressement judiciaire d'un des actionnaires) mais qui n'emporte pas cession de l'accord-cadre.

La cession de l'accord-cadre ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et express du CNRS qui vérifiera, notamment, si le cessionnaire présente bien toutes les garanties pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles.

Le CNRS disposera, pour se prononcer, d'un délai d'un mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui devra être formulée par le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

L'accord sera formalisé par voie d'avenant.

## **ARTICLE 6 : ETENDUE DES PRESTATIONS**

Toutes les mesures seront prises par le titulaire de l'accord-cadre pour répondre à la réglementation et les normes en vigueur dans l'exécution des prestations.

La vérification des prestations se fera conformément à l'article 8 du CCAP.

### ***6.1 Nature des prestations à réaliser***

Les prestations objet du présent accord-cadre sont décrites dans **le CCTP**.

### ***6.2 Modalités d'interventions des prestations - Délais – Livrables***

Les prestations sont exécutées conformément aux prescriptions indiquées dans **le CCTP**.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATION GENERALE DU TITULAIRE**

### **■ Responsabilité**

Pour l'ensemble des prestations objet de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de respecter **les délais, les coûts et la qualité** prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. À cet effet, le CNRS se réserve le droit de refuser une prestation qui se révélerait non conforme à ses exigences dans l'exécution des prestations attendues.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, peut être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du CNRS.

De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de difficultés ou de mauvaise exécution des prestations, objet du présent accord-cadre, le titulaire avise dans les plus brefs délais le service concerné du CNRS par un courrier motivé expliquant la nature de ces difficultés ou encore les raisons qui ne lui ont pas permis d'assurer la bonne exécution de l'accord-cadre. Il présente les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

En cas de violations des obligations mentionnées ci-dessus, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire.

## **ARTICLE 8 : VERIFICATION ET VALIDATION DES PRESTATIONS**

### **8.1 Généralités**

**Le titulaire** exécute les prestations concernées **dans les délais** fixés par les documents contractuels.

**La vérification des prestations** a pour objet de valider la quantité et la qualité des prestations exécutées et/ou des livrables fournis. Ces opérations de vérification (dont admission) seront effectuées par le référent technique du site, habilité en lieu et place du Représentant du Pouvoir Adjudicateur par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/FCS.

L'admission, ajournement, réfaction et rejet se font en application du chapitre V et particulièrement de l'article 30 du CCAG/FCS.

**En cas de non validation** des prestations, le CNRS transmet au titulaire les raisons qui ne lui permettent pas de les valider. Le titulaire prépare, dans un délai fixé par le Pouvoir Adjudicateur, les solutions susceptibles de mener à la bonne réalisation des prestations demandées. Ces interventions supplémentaires seront réalisées sans surcout.

**En cas de validation des prestations**, le responsable de site émet un Service fait une fois la preuve de la destruction ou de la valorisation du déchet qui lui est parvenue conformément aux prescriptions indiquées dans l'article 2.3 du **CCTP**.

### **8.2 Modalités de vérification :**

Les opérations de vérification et d'admission s'effectuent en application du CCAG visé à l'article 4 ci-dessus.

Le délai de vérification **court à compter** de la date de l'exécution des prestations concernées. Pour vérifier celles-ci (vérification quantitative et qualitative), le CNRS dispose, à compter de la livraison, d'un délai de 48 heures maximum pour prononcer sa décision par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/FCS.

#### Remarque générale :

Si lors de la vérification des prestations, il est constaté des erreurs dans l'exécution et/ou des fournitures défectueuses, les erreurs devront être rectifiées et les fournitures défectueuses devront être enlevées au frais du titulaire, à charge pour lui de procéder leur remplacement dans les meilleurs délais, sans excéder un délai de **3 jours ouvrés** à compter du signalement par le référent du CNRS en charge des vérifications.

Au-delà de cette date, le titulaire encourt des pénalités conformément à l'article 11 du CCAP.

Cependant, par dérogation aux articles 27 et 28 du CCAG/FCS, ces opérations seront effectuées par un représentant du CNRS chargé du suivi de la prestation en lieu et place du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

A l'issue de l'intervention, s'il estime que toutes les prestations prévues à l'accord-cadre n'ont pas été totalement ou correctement réalisées, il pourra demander, par courrier, courriel, ou tout autre moyen permettant de déterminer l'heure et le jour de la demande, une intervention supplémentaire à l'entreprise, ce sans surcoût.

Les décisions d'admission, ajournement, réfaction et rejet se font en application de l'article 30 du CCAG/FCS.

## **ARTICLE 9 : PRIX - PASSATION DES BONS DE COMMANDE**

### 9.1 Forme et contenu des prix

#### Forme :

Le prix de l'accord-cadre, pour chacun des lots, est un prix unitaire appliqué à la quantité de prestation réellement exécutée, défini selon les stipulations de la rubrique B1 de l'acte d'engagement et des bordereaux de prix annexés à celui-ci.

Tous les montants sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon les taux et règles en vigueur au moment de l'exécution de la prestation. L'unité monétaire est l'euro.

#### Contenu :

**Les prix sont réputés comprendre** toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire à l'occasion de l'accord-cadre (frais de déplacement des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations, réunions, frais d'assurance, etc.).

#### Remises exceptionnelles et prix promotionnel :

Le titulaire est tenu de faire connaître au CNRS, par écrit, les offres promotionnelles qu'il accorde à sa clientèle « entreprise », en précisant leurs conditions et la durée de leur validité, lorsque celles-ci sont inférieures aux conditions du présent accord-cadre, et en faire bénéficier, dans ce cas, le CNRS.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

### 9.2 Nature des prix :

**Les prix sont révisables** comme indiqué ci-dessous.

Les prix sont fermes pendant la première année de l'accord-cadre.

Les prix seront ensuite révisables à la demande du titulaire à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, à la condition que l'accord-cadre soit reconduit, par application de la formule suivante :

$$P = P_o [0,2 + (0,8 (M/M_o))]$$

**P** = Prix révisé à la date anniversaire de l'accord-cadre

**P<sub>o</sub>** = Prix initial de l'accord-cadre du mois de remise des offres

**M<sub>o</sub>** = indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français- Prix de marché –CPF 38.00 - « Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux » publié sur le site [www.indices.insee.fr](http://www.indices.insee.fr) : identifiant 010764301, valeur de cet indice du mois de la remise des offres

**M** = valeur du dernier indice définitif paru avant la date anniversaire de l'accord-cadre

La révision de prix se fait à la baisse comme à la hausse. Lors de chaque révision, les nouveaux indices devront figurer sur les factures. En cas de modification ou de suppression de tout ou partie des indices précédents, les nouveaux indices pris en compte seront modifiés par voie d'avenant.

### 9.3 Clause de sauvegarde :

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, le CNRS se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché, dans un délai d'un mois après réception des changements de tarif du titulaire, si l'augmentation moyenne annuelle des prix nets est supérieure à 2,5%.

### 9.4 Modalités de passation des bons de commande

#### 9.4.1 Émission des bons de commande

L'accord cadre est exécuté par émission de bons de commande sur la base d'un bordereau de prix unitaires (BPU) selon les besoins du CNRS au cours de l'accord-cadre.

#### Personnes habilitées

Dans le présent accord-cadre, **les services suivants pourront émettre des bons de commande** : les laboratoires intégrés au présent accord-cadre.



Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur est représenté par une ou des personnes dûment habilitée(s) à signer les bons de commande du CNRS.

Chaque bon de commande est un document adressé au titulaire de l'accord-cadre qui précise les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et indique l'ensemble des informations nécessaires.

Les bons de commande sont basés sur les prix indiqués dans l'annexe « BPU » de l'acte d'engagement.

Il est précisé sur chaque bon de commande, les renseignements suivants :

- la référence de l'accord-cadre en mentionnant explicitement son numéro ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande Geslab ;
- la désignation et l'adresse de l'Ordonnateur du bon de commande ;
- la désignation des prestations et le cas échéant des caractéristiques de celles-ci ;
- le montant de la commande en HT et en TTC, ainsi que le taux et le montant de la TVA ;
- la Remise le cas échéant ;
- la signature d'une personne habilitée par l'Ordonnateur ;
- les indications budgétaires GESLAB pour l'imputation.

Le CNRS transmet au titulaire les bons de commande par courrier électronique.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un jour ouvré suivant sa date d'envoi. A cet effet, il appartient au titulaire de communiquer au CNRS le (ou les) adresse(s) électronique(s) des destinataires.

Attention il est demandé au titulaire de s'engager sur le délai d'exécution de chacun des bons de commandes par l'envoi d'un accusé de réception.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.7.2 du CCAG-FCS les bons de commande deviennent définitifs si le titulaire n'a pas fait part d'observation par écrit au signataire dans un délai de 48 heures qui suivent sa réception.

#### 9.4.2. Exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les délais d'exécution prévus par les bons de commande sont conformes aux documents contractuels régissant le présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le délai d'exécution dépasse la fin de validité de l'accord-cadre, ce délai ne peut excéder 5 mois à compter de la fin de validité de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT**

Le paiement **correspondant au montant commandé** s'effectuera après réception de la facture, à l'issue de la réalisation de l'intervention et après service fait, attesté par le service ou le laboratoire prescripteur.

#### **10.1 Facturation**

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de facture, ainsi que tous les éléments justificatifs, sur lesquelles doit figurer, outre les mentions légales, **impérativement les indications suivantes :**

- **la référence du présent accord-cadre,**
- **Le N° de bon de commande**
- **Le code division de l'Unité bénéficiaire**
- les nom et adresse du bénéficiaire des prestations,
- la date d'exécution et la désignation en clair **de la prestation exécutée**
- le montant hors-taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date d'exigibilité,
- le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire,

- le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS: FR40 180 089 013,
- le numéro de TVA intracommunautaire du Titulaire

**Si une facture ne contient pas ces mentions et indications, elle pourra faire l'objet d'un rejet.**

Le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, **doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO**

Conformément aux articles L2192-2 à L2192-5, D2192-2 et R2192-3 du code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET 18008901303720)
- Code service de l'entité facturée
- Numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification de l'accord-cadre ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (ex :1679L012345)

Au titre du présent accord-cadre, les paiements par virements bancaires seront effectués sur présentation de factures adressées après service fait à :

<b>CNRS – SCTD/0461</b> <b>2 Rue Jean Zay - TSA 61004</b> <b><u>F-54519 Vandoeuvre les Nancy Cedex</u></b>	<b>Pour l'unité CINAM</b>
--	---------------------------

<b>CNRS – SCTD/0815</b> <b>2 Rue Jean Zay - TSA 61004</b> <b><u>F-54519 Vandoeuvre les Nancy Cedex</u></b>	<b>Pour l'unité CIML</b>
--	--------------------------

<b>CNRS – SCTD/0887</b> <b>2 Rue Jean Zay - TSA 61004</b> <b><u>F-54519 Vandoeuvre les Nancy Cedex</u></b>	<b>Pour l'unité IBDM</b>
--	--------------------------

<b>CNRS – SCTD/0447</b> <b>2 Rue Jean Zay - TSA 61004</b> <b><u>F-54519 Vandoeuvre les Nancy Cedex</u></b>	<b>Pour l'unité IGS</b>
--	-------------------------

<b>CNRS – SCTD/0460</b> <b>2 Rue Jean Zay - TSA 61004</b> <b><u>F-54519 Vandoeuvre les Nancy Cedex</u></b>	<b>Pour l'unité LMA</b>
--	-------------------------

<b>CNRS – SCTD/3621</b> <b>2 Rue Jean Zay - TSA 61004</b> <b><u>F-54519 Vandoeuvre les Nancy Cedex</u></b>	<b>Pour l'unité MPRC</b>
--	--------------------------

<b>CNRS – SCTD/0933</b> <b>2 Rue Jean Zay - TSA 61004</b> <b><u>F-54519 Vandoeuvre les Nancy Cedex</u></b>	<b>Pour l'unité CPPM</b>
--	--------------------------

<b>CNRS – SCTD/0821</b> <b>2 Rue Jean Zay - TSA 61004</b>	<b>Pour l'unité MIO</b>
--	-------------------------

#### **F-54519 Vandoeuvre les Nancy Cedex**

**CNRS – SCTD/0820**

**2 Rue Jean Zay - TSA 61004**

**F-54519 Vandoeuvre les Nancy Cedex**

**Pour l'unité IMBE**

**CNRS – SCTD/1630**

**2 Rue Jean Zay - TSA 61004**

**F-54519 Vandoeuvre les Nancy Cedex**

**Pour l'unité IMM**

**CNRS – SCTD/0993**

**2 Rue Jean Zay - TSA 61004**

**F-54519 Vandoeuvre les Nancy Cedex**

**Pour l'unité LAMPEA**

**CNRS – SCTD/0483**

**2 Rue Jean Zay - TSA 61004**

**F-54519 Vandoeuvre les Nancy Cedex**

**Pour l'unité PYTHEAS**

**CNRS – SCTD/2778**

**2 Rue Jean Zay - TSA 61004**

**F-54519 Vandoeuvre les Nancy Cedex**

**Pour l'unité LCE**

**CNRS – SCTD/1679**

**2 Rue Jean Zay - TSA 61004**

**F-54519 Vandoeuvre les Nancy Cedex**

**Pour l'unité SDP**

#### ***10.2 Intérêts moratoires***

Conformément aux dispositions des articles R2192-10 et R192-12 du code de la commande publique, le délai de paiement des sommes dues au titre du présent accord-cadre est de 30 jours, à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense.

En cas de désaccord sur le montant facturé, le règlement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le CNRS.

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre de l'accord-cadre, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points ».

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D2192-35 du Code de la commande Publique.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué Régional pour la circonscription Provence et Corse – 31, chemin Joseph Aiguier - CS70071- 13402 Marseille cedex 9.

Le Comptable chargé du paiement est l'Agent Comptable Secondaire du CNRS délégation Provence et Corse – 31 chemin Joseph Aiguier - CS70071 --13402 Marseille cedex 9.

Le Fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des accords-cadres est le Délégué Régional pour la circonscription Provence et Corse.

En cas de désaccord sur une partie de la facture, le CNRS s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

### 10.3 Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG/FCS.

Conformément aux dispositions de l'article R2191-3 à R2191-7 et R2191-16 du Code de la Commande Publique, une avance de 5% (10% pour les PME) du montant TTC de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sera versée, sauf en cas de renonciation du titulaire stipulée dans l'acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance s'effectue selon les dispositions mentionnées à l'article R2191-11 du Code de la Commande Publique au titre des sommes dues au titulaire de chaque bon de commande.

Ce remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

Le versement de l'avance ne donne pas lieu à émission d'une facture.

L'avance est versée, dans les 30 jours à compter de la notification des bons de commande.

## **ARTICLE 11 : PÉNALITÉS ET EXÉCUTION PAR UN TIERS**

### **11.1 Pénalités**

Au regard des délais d'exécution fixés dans les documents contractuels du présent accord-cadre, les pénalités seront appliquées **sans mise en demeure**, sur simple constat du retard d'intervention et/ou de livraison et cesse de courir au moment « constaté par le CNRS » de la réparation effective et totale.

Les pénalités seront directement imputées le cas échéant sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

*En cas de difficultés légitimes (Cas de force majeure par exemple) dans l'exécution des prestations, le titulaire en avertit le service concerné du CNRS dans les plus brefs délais (maximum dans un délai de 24h) par un courrier motivé explicitant la nature de ces difficultés.*

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS, lorsqu'un responsable de site constate une mauvaise exécution de l'accord-cadre, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- Pénalité 80€/jour de retard : lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé concernant la fréquence des collectes et le respect des durées pour la collecte et le traitement.
- Pénalité 50€/bordereau : tout défaut constaté dans le respect du circuit des bordereaux de suivi des déchets ainsi que l'absence de signature du bordereau donneront lieu à l'application de pénalités par bordereau mal rempli après une mise en demeure de rectification restée sans effet sous quinzaine.
- 

Lorsque le retard est imputable à l'Administration, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes de l'accord-cadre.

Il ne sera pas fait d'exonération des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble de l'accord-cadre.

### **IMPORTANT :**

En plus des pénalités appliquées, le titulaire aura à sa charge financière exclusive tout remplacement de matériel ou équipement devenu nécessaire du fait de sa faute (ex : remplacement d'un cylindre du fait de la perte ou détérioration de clefs, détérioration de quelque nature que ce soit). Le montant des réparations ou remplacement seront déduits des factures du titulaire sur présentation de factures payées par le CNRS.

Une compensation financière forfaitaire de 100 € HT sera versée par le TITULAIRE au pouvoir adjudicateur pour toute clef, badge d'accès non restitué, quelle qu'en soit la cause, selon les modalités de remise des clefs prévues dans l'accord-cadre (restitution chaque jour ou en fin de l'accord-cadre).

En cas de perte ou de vol de clef (ou de badge d'accès), le TITULAIRE a l'obligation d'en informer le Correspondants Techniques du Bâtiment (CTB) de chaque site dans le plus bref délai.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'en cas de perte ou de vol de passes généraux remis par le CNRS, il prendra à ses frais le changement complet de l'organigramme de clefs concernées dans la même gamme. Le titulaire pourra pour cela souscrire à une assurance spécifique à ses frais.

### **11.2 Exécution de prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire défaillant**

En cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses de l'accord-cadre, cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement, les responsables des commandes pourront s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, en cas d'inexécution des prestations par le titulaire ou de résiliation de l'accord-cadre à ses torts, (sous réserve de sa mention expresse dans la décision de résiliation par le pouvoir adjudicateur), le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit néanmoins fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 12 : DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION**

### **- Assurance**

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers. Il doit se conformer aux dispositions de l'article 14 « ASSURANCE » du présent document.

### **- Justificatifs sociaux**

En application de l'article R2143-8 du Code de la commande publique, le titulaire produit, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

### **- Sous-traitance et Co-traitance**

**Sous-traitance :** Si le titulaire envisage de confier au cours de l'accord-cadre l'exécution de certaines prestations à un ou à plusieurs sous-traitants, celui-ci doit obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement.

A cet effet, la société remet à l'appui de sa demande de sous-traitance, l'ensemble des éléments nécessaires tels que mentionnés à l'article R2193-3 du Code de la commande publique.

La sous-traitance intervenant au moment de la remise de l'offre doit obéir aux dispositions des articles R2193-1 et 2 du Code de la commande publique.

Dans le cas où la déclaration des sous-traitances interviendrait postérieurement à la notification, elle doit se conformer aux dispositions des articles R2193-3 et R2193-4.

Paiement du sous-traitant s'exécutera en application des dispositions des articles R2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique relatif aux marchés publics.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

Le recours à un intervenant extérieur par le titulaire ne peut donner lieu à une modification des tarifs horaires appliqués.

**Co-traitance :** Si l'opérateur économique s'est présenté sous la forme du **groupement conjoint**, le mandataire est solidaire.

Le mandataire du groupement conjoint est ainsi solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

## **ARTICLE 13 : UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions, les comptes rendus, les rapports, les courriers, la documentation, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

## **ARTICLE 14 : ASSURANCE**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au pouvoir adjudicateur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances. Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du CNRS ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, au pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le CNRS de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

## **ARTICLE 15 : RESILIATION**

L'accord-cadre pourra être résilié conformément aux dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

### **Résiliation pour faute**

En plus des cas prévus par l'article 41 du CCAG/FCS, l'accord-cadre pourra aussi être résilié par le pouvoir adjudicateur pour faute du titulaire en cas d'inexécution, de mauvaise exécution, de non-respect ou violations d'une ou de plusieurs prescriptions contractuelles.

Le CNRS signale les défaillances au titulaire **par lettre recommandée avec accusé de réception ou par mail avec AR**. Ce courrier a valeur de mise en demeure. Le titulaire a **15 jours pour présenter ses observations**, ainsi que le cas échéant, les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Passé ce délai, ou si le CNRS constate que malgré son avertissement le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, l'accord-cadre peut alors être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation pour faute.

### **Changement de situation des opérateurs économiques au regard des interdictions de soumissionner**

En application de l'article L2195-4 du Code de la commande publique, lorsqu'un opérateur économique est au cours de l'exécution de l'accord-cadre public, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la commande publique susvisée ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, l'acheteur peut résilier le marché public pour ce motif. Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation.

## **ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITE et REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

### **16. 1. CONFIDENTIALITE.**

Le titulaire est tenu de respecter les clauses de confidentialité énoncées dans l'article 5 du CCAG/FCS .

### **16. 2. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le titulaire est tenu au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre conformément aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG/FCS.

Le titulaire du présent accord-cadre doit être en mesure de prouver sa mise en conformité avec les principes fondamentaux de la protection des données et notamment la légalité, l'impartialité, la transparence et la minimisation des données.

Dans la mesure où des échanges de données ont lieu pendant l'exécution de l'accord-cadre entre le titulaire et les unités définies dans l'annexe 1 du CCTP, les traitements faits par les différentes parties prenantes se font sous leur responsabilité individuelle. D'autre part, l'ensemble des données clients traitées en cours d'exécution du présent accord-cadre est et reste la propriété du CNRS.

Par conséquent, le titulaire s'engage à remettre au CNRS l'ensemble des données clients traitées (matrices, fiches contacts...) tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

Au plus tard quinze (15) jours suivant la fin de la période contractuelle, le titulaire doit avoir transmis l'ensemble des informations clients traitées

En cas de manquement par le titulaire à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG/FCS.

## **ARTICLE 17 : CESSION – NANTISSEMENT**

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire à sa demande une copie de l'original de l'accord-cadre revêtu d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant de l'accord-cadre.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements relatifs au nantissement des marchés est l'ordonnateur.

## **ARTICLE 18 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

L'accord-cadre est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements français. En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Marseille conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du code des juridictions administratives.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution de ses prestations.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai d'un mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

## **ARTICLE 19 : DEROGATION**

<b>Articles du présent CCAP</b>	<b>Articles du CCAG/FCS auxquels le CCAP déroge</b>
Article 8 relatif à la vérification et à la validation des prestations	Articles 27, 28 et 30
Article 8.2 relatif aux modalités de vérification	Article 28.1
Article 9.3 Clause de sauvegarde	Article 38
Article 9.4.1 relatif à l'émission des bons de commande	Article 3.7
Article 11 relatif aux pénalités	Articles 14